Gilles Allaire, Benoit DAVIRON (dir.).
*Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre
écologie et capitalisme*

Versailles, Quae, coll. « Synthèses », 2017, 429 p.

Thierry Pouch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/5378>

DOI : 10.4000/economierurale.5378

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2017

Pagination : 99-102

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Thierry Pouch, « Gilles Allaire, Benoit DAVIRON (dir.). *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme* », *Économie rurale* [En ligne], 362 | Novembre-décembre 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/5378> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.5378>

Gilles ALLAIRE, Benoît DAVIRON (dir.)

Transformations agricoles et agroalimentaires Entre écologie et capitalisme

Versailles, Quae, coll. « Synthèses », 2017, 429 p.

La crise que traverse le monde agricole ne se limite pas au seul périmètre hexagonal. Dans plusieurs pays, cette crise interpelle les chercheurs quant à ses origines, sa durée, et son issue. Une crise ? Plutôt des crises, largement différenciées, renvoyant à ce que l'un des grands représentants de l'école française de la régulation, Robert Boyer, avait appelé la « variété des capitalismes ». Il est souvent dit, en particulier à l'endroit de l'agriculture française, que cette crise était l'illustration de l'arrivée aux limites d'un modèle – abusivement qualifié de « productiviste, alors que le terme de "productionnisme" aurait été plus approprié – hérité de l'après Seconde Guerre mondiale, dessiné et durablement porté par une politique agricole. Bien souvent cependant, l'agriculture est prise comme un objet à part, désincarné, isolé d'une dynamique du capitalisme qui, antérieurement, avait donné naissance à une agriculture de type fordiste, et qui, désormais, jette les linéaments d'une reconfiguration des structures productives et des conditions de l'insertion de l'agriculture dans la nouvelle division internationale du travail.

L'ouvrage, coordonné par Gilles Allaire et Benoît Daviron, constitue de ce point de vue ce qui pourrait être considéré comme un joyau de la littérature française en économie agricole et alimentaire. Comme son prédécesseur, publié en 1995 – *La grande transformation de l'agriculture* –, il s'agit d'un livre qui fera date. Sa lecture requiert du temps, de l'ouverture d'esprit, de la ténacité. Composé de trois grandes parties réparties sur près de 500 pages, il a le mérite d'inciter le lecteur à ne pas

dissocier l'agriculture de la dynamique en cours du capitalisme. Cela peut paraître évident pour les auteurs et le ou les lecteurs ayant trempé, de près ou de loin, dans la mouvance régulationniste. Ce le sera beaucoup moins pour ceux qui ont une approche « agricole-agricole » du secteur et de ses mutations. Il va de soi que la place manquera ici pour produire une note de lecture la plus complète possible, au regard non seulement de l'épaisseur de l'ouvrage, mais, surtout, de sa grande richesse, en particulier parce qu'il se structure autour d'une pluridisciplinarité indispensable, afin de ne pas se laisser enfermer dans une approche monolithique de l'agriculture.

La première partie de l'ouvrage est dédiée à la question agraire, celle-ci étant placée dans une triple perspective : écologique, géopolitique et historique. Elle se compose de 7 chapitres. Elle a le grand mérite d'inscrire l'agriculture et l'alimentation dans une approche internationale, de la placer dans le registre des rapports de force, ces deux problématiques faisant l'objet d'un traitement parfois lacunaire chez les économistes dits ruraux, peut-être trop imprégnés de la théorie néoclassique. Certains de ces chapitres, les 2 et 3, mobilisent l'histoire longue du capitalisme, en s'inspirant des analyses de Fernand Braudel – et celles de son disciple, Immanuel Wallerstein – sur l'économie-monde, afin, notamment de montrer en quoi elle offre l'opportunité de mieux lire les transformations de l'agriculture, y compris sous l'angle d'une crise de l'hégémonie américaine (Allaire et Daviron), sans pour autant qu'une économie-monde (la Chine) ne soit encore en mesure de prendre le relais, en particulier comme « stockeur en dernier ressort » (Courleux, Depeyrot). Au passage, on regrettera l'absence, surprenante en quelque sorte, d'un chapitre sur l'agriculture et la politique agricole américaines. Car quitte à s'interroger sur la crise actuelle, illustrant celle de l'hégémonie américaine, il eût été opportun de se pencher sur les ambitions

de Washington en matière d'agriculture et d'alimentation. Sans doute les choix éditoriaux ont-ils été difficiles à faire, et sans doute aussi a-t-il fallu compter sur la disponibilité de certains auteurs pour traiter du cas américain, voire, puisqu'il est question de mondialisation, de ceux du Brésil ou de l'Inde.

Les huit chapitres formant la deuxième partie de l'ouvrage se penchent sur les « Traits originaux des agricultures et des systèmes alimentaires dans les sociétés du XXI^e siècle ». C'est sans doute dans cette partie que la théorie de la régulation – mais aussi celle des conventions – est la plus présente. Partant du constat que l'agriculture est en crise, ces chapitres passent en revue les différentes issues possibles, qui pourraient laisser entrevoir une grande transformation de l'agriculture (bioéconomie, agriculture biologique, organisation des producteurs face à l'aval et donc nouveaux régimes de concurrence...) (Colonna et Valceschini, Nieddu *et al.*, Dervillé...), avec, là encore, un éclairage international (Grouiez sur la Russie ou Ducastel et Anseeuw sur la financiarisation de l'agriculture).

Sans faire ombrage aux autres contributeurs de cette partie fort riche, on ne peut que recommander la lecture du chapitre livré par Marie Dervillé, consacré au secteur laitier, à sa crise, aux régimes successifs de concurrence et aux perspectives de sortie de crise qui pourraient se dessiner, en particulier autour des conditions d'accès au marché. Car le secteur laitier traverse en effet une crise structurelle, illustrative non seulement de la fluctuation chronique des prix, de l'anticipation de la sortie de quotas par certains pays d'Europe du Nord, mais aussi, et surtout, des rapports de force au sein des filières, en particulier celles les moins structurées.

Reste que la lecture de cette deuxième partie de l'ouvrage suggère une question. Il y aurait certes de nouveaux paradigmes productifs qui se dessineraient dans le secteur agricole. Même s'ils y

font parfois allusion, les contributions laissent le lecteur sur sa faim. En effet, ces différentes options possibles peuvent paraître – c'est le cas de la bioéconomie – un peu normatives d'une part et, d'autre part, laissent en suspens le cadre macroéconomique d'ensemble qui, via l'accumulation du capital, servirait de fil conducteur à la construction et à la propagation de l'un de ces paradigmes. Dit autrement, le modèle de l'agriculture intensive – il conviendrait plutôt de conjuguer ce terme au pluriel, tant il y eut de formes différenciées de modèles agricoles en France comme en Europe – n'a pu éclore, à partir des années 1950, qu'en raison de l'affirmation du régime d'accumulation intensive (pour résumer, le fordisme), lequel donna l'impulsion nécessaire pour installer l'agriculture sur un sentier de croissance idoine. Or nous savons que depuis que le fordisme est entré en crise au détour de la fin des années 1960, plusieurs régimes d'accumulation ont été expérimentés, sans grand succès, jusqu'au dernier en date, le « régime d'accumulation fondé sur la finance », qui, comme le rappelle Robert Boyer, n'a été *in fine* qu'une dangereuse illusion¹. Sans un régime d'accumulation stable et durable, comme l'a été historiquement le fordisme, le secteur agricole et alimentaire ne pourra se sortir de la crise qui est la sienne, ce qui, bien évidemment, n'enlève rien aux innovations en cours, qu'elles soient organisationnelles, productives, ou technologiques. L'affaire se complique d'autant mieux que les trajectoires qui se dessinent, se heurtent, sont chargées d'incertitudes quant au régime hégémonique mondial. À lui seul, Gilles Allaire, dans son chapitre conclusif, résume bien l'équation à résoudre : « l'héritage politique de la PAC, c'est-à-dire sa participation à la souveraineté communautaire, ne peut être liquidé d'un trait de plume, comment formuler aujourd'hui des objectifs communs ? » (p. 383).

1. Cf. Boyer R. (2011). *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?* Paris, Economica.

La troisième et dernière partie du livre est dédiée aux approches institutionnalistes, à leur diversité, à leur hybridation et à leur renouvellement. Il était en effet logique que ces approches figurent dans l'ouvrage coordonné par Gilles Allaire et Benoît Daviron, dans la mesure où, outre que les contributeurs se réclament de près ou de loin de l'école française de la régulation, désormais classée dans la diversité des courants institutionnalistes, elles permettent de lire la crise agricole et de l'interpréter de manière alternative à ce que peuvent en dire le ou les courants néoclassiques, arc-boutés sur l'idée que ce sont les soutiens et autres subventions qui font obstacle à l'éclosion d'un nouveau paradigme productif en agriculture.

L'originalité de cette troisième et dernière partie réside dans la présence des analyses en termes de *food regime* (Wilkinson et Goodman). Originalité en ce sens que, en France, ces analyses sont ou peu connues ou bien peu traitées, à la différence de ce que nous voyons par exemple au Royaume-Uni, alors qu'elles forment un outil de travail décisif pour se saisir des crises et des transformations systémiques propres à l'agriculture. Cela ne militerait-il pas pour construire des connexions entre les travaux menés en France et ceux produits dans le monde anglo-saxon ? C'est ce à quoi invitent Cheyns et Ponte dans le chapitre 20 de cette troisième partie, consacré à l'économie des conventions (cf. p. 350 et suivantes).

Mettant en exergue une périodisation des régimes alimentaires, les deux auteurs aboutissent à ce constat selon lequel les mutations en cours ne peuvent être dissociées de celles qui se déroulent dans l'économie mondiale en général. C'est pourquoi le lien entre agriculture, capitalisme et relations économiques internationales mérite d'être établi, les deux auteurs de ce chapitre prenant appui justement sur le cas de la Chine, pays en mesure de fixer les règles du jeu sur les marchés des matières premières. Un

tel chapitre entre en résonance avec ce qui a été dit dans les chapitres trois et quatre de la première partie.

Les chapitres suivants mobilisent l'analyse institutionnaliste en tant que champ scientifique privilégié pour mieux scruter les nouveaux régimes de fonctionnement de l'agriculture et de ses secteurs, dans un contexte de libéralisation/dérégulation des marchés (Touzard et Labarthe, Laurent et Landel). Pour l'essentiel, les auteurs, et notamment Touzard et Labarthe, appellent à un réinvestissement de l'école de la régulation dans le domaine de l'agriculture. Faut-il en déduire que cette école avait peu ou prou renoncé à poursuivre des investigations, enclenchées dans le sillage de la célèbre thèse de Bartoli et Boulet ?

Il a été dit plus haut que la lecture de cet ouvrage nécessite du temps pour s'imprégner des démonstrations et des idées qu'il contient. Prenant son temps en y ajoutant une dose de recul, le lecteur va rapidement s'apercevoir que ce dont traitent en réalité les contributeurs, c'est bel et bien la question, dans ses moindres anfractuosités, du devenir de l'agriculture et de l'alimentation dans le capitalisme mondialisé. C'est l'objet du dernier chapitre.

Une fois refermé le livre, il semble légitime de se demander pourquoi les deux coordinateurs n'ont pas poussé l'audace jusqu'au bout en accordant un peu d'espace à une réflexion approfondie sur agriculture et capitalisme. Le temps historique actuel n'était-il pas en effet opportun pour revisiter, à quelques encablures du bicentenaire de la naissance de Marx, le point de vue que celui-ci – et ses épigones après lui, Lénine, Luxemburg, Kautsky – avait de l'agriculture, de son absorption par le mode de production capitaliste, en particulier dans le chapitre du Livre I du *Capital*, dédié à l'accumulation primitive ?² Peut-être eût-il été

2. En parcourant la bibliographie générale de l'ouvrage, seul figure le Livre III du *Capital* de Marx.

judicieux, plus de quarante ans après les grandes disputes entre les économistes impliqués dans le traitement de la question agraire, de les exhumer, de les actualiser et de montrer en quoi ceux-ci sont non seulement d'une brûlante actualité, mais offrent aujourd'hui des indices suffisants pour indiquer que le capitalisme, en dépit des résistances, s'est emparé du secteur agricole.

Pour finir, il s'agit d'un grand livre, riche, bousculant les idées convenues, préconçues sur le devenir de l'agriculture. Un livre à lire, à diffuser dans les grandes écoles d'agronomie, dans les Universités, pour susciter la réflexion et les polémiques. ■

Thierry POUCH

APCA-DEAT-SERP

*Laboratoire REGARDS Université de Reims
Champagne Ardenne*